



ACTIONS DE TERRAIN
L'IVG médicamenteuse

3



La participation citoyenne,
un instrument à l'écoute
des usagers

4

PLAN LARGE

Retrouvez
axiales
en version
enrichie sur
gironde.fr

LE MAGAZINE DES ACTEURS DU SOCIAL
ET DE LA SANTÉ EN GIRONDE

avril-mai-juin 2017 / **n°68**

axiales

la solidarité en actions



ENTRE NOUS
SOLIDARITÉ

L'accueil
des migrants mineurs
non-accompagnés

LA DÉCISION EST UNE AVENTURE COLLECTIVE.

Comme agents du Département, comme élus, nous partageons le même objectif : rendre un service de qualité aux Girondines et aux Girondins. Un service adapté aux besoins et aux attentes, un service utile et efficace où que l'on habite.

Vous, agents du Département, personnels associatifs, membres des structures et organismes partenaires, êtes directement en contact avec nos concitoyens pour les accompagner dans leurs démarches. Ce sont donc aussi vos témoignages qui nous reviennent et nous nourrissent dans la prise de décision politique.

Il n'y a pas d'un côté les élus, l'administration, qui savent et qui parlent, et de l'autre les citoyens silencieux qui bénéficient. Notre majorité compte sur la participation et la concertation dans la fabrication des politiques publiques en Gironde, nous sommes convaincus qu'il vaut mieux "faire avec" que faire uniquement "pour" !

Ce numéro d'Axiales met en avant des exemples concluants de concertation : avec les allocataires du RSA, le nouveau site internet, le revenu de base, l'insertion... Grâce à des allers-retours réguliers entre les usagers et les agents, grâce à un dialogue entre les bénéficiaires et les élus, nous améliorons sans cesse nos prestations.

C'est aussi cela faire de la politique : écouter, observer, prendre en compte. Une chose est sûre : nous ne détenons pas la vérité seuls. Je crois sincèrement aux vertus de l'intelligence collective !

« Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être au dessus des hommes, il faut être avec eux. » écrivait Montesquieu.

Jean-Luc Gleyze,
Président
du Conseil départemental

ENFANCE ET FAMILLE

Les assistant.e.s maternel.l.e.s et familiaux.ales ont voté !

Les membres de la Commission consultative paritaire départementale (CCPD) ont été élus le 16 mars. Leur rôle : faire entendre la voix des professionnels concernant l'agrément des assistant.e.s maternel.l.e.s et familiaux.ales.

Le Président du Département peut être amené, s'il y est contraint, à proposer un retrait, une restriction ou un non renouvellement d'agrément : la CCPD est alors saisie et émet un avis à l'issue d'un vote paritaire. Cette Commission est un lieu où l'assistant.e maternel.l.e ou familial.e peut expliquer sa position, présenter ses observations écrites ou orales. Ce dispositif permet de prévenir tout risque de décision arbitraire mais aussi de pallier les inconvénients liés à la lenteur de la justice administrative. La CCPD est également consultée chaque année sur le bilan de fonctionnement de ces agréments ainsi que sur le programme de formation des assistant.e.s maternel.l.e.s.

DES REPRÉSENTANTS MANDATÉS POUR 6 ANS RENOUVELABLES

Cette commission est présidée par le Président du département ou son représentant. Elle se compose à part égale d'agents du Conseil départemental et de représentants des assistant.e.s maternel.l.e.s et familiaux.ales agréés résidant en Gironde. C'est dans cette configuration que viennent d'être élus, le 16 mars dernier, ces représentants, et cela pour une durée de 6 ans. •

**Les résultats 2017-2023**

22% de suffrages exprimés
sur les 11 886 électeurs.

Sur les 4 sièges à pourvoir :

- 1 siège pour l'association UNSA ASSMAT,
- 1 siège pour l'association A.M.A.R.I.D.,
- 1 siège pour le syndicat C.G.T.,
- 1 siège pour le syndicat C.F.D.T.

INNOVATION SOCIALE ET PROMOTION DE LA SANTÉ

L'Artolienne : une mutuelle locale et solidaire

Animateur de territoire et financeur, le Conseil départemental a soutenu la création d'une première mutuelle intercommunale sur le Vallon de l'Artolie*.

Cette Communauté de communes offre aux 9 300 habitants, la possibilité de bénéficier d'une complémentaire santé aux tarifs imbattables. Proposé par la structure spécialisée Mutualia Territoires Solidaires, le projet s'appuie sur des principes de proximité et d'équité. Des conseillers ancrés en milieu rural établissent les prestations en fonction des situations sociales individuelles, et négocient les garanties en direct avec les communes. L'Artolienne comprend aussi une offre destinée aux entreprises et aux associations locales.

cette expérimentation a pu se concrétiser grâce à l'appui financier et logistique du Département, engagé à hauteur de 10 296 €. Au 31 janvier, 74 bénéficiaires avaient rejoint cette mutuelle. Son système social devrait être étendu aux communes voisines. •

* À la suite de la fusion des communautés de communes, les neuf communes de la CDC du Vallon de l'Artolie sont, depuis le 1^{er} janvier 2017, réparties dans trois CDC différentes

HUMANISER ET GÉNÉRALISER L'ACCÈS AUX SOINS

Née de la mobilisation des élus, des habitants, des acteurs sanitaires et sociaux du territoire,



PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - IVG MÉDICAMENTEUSE

“ Ce sont les femmes qui choisissent ”

Les CPEF en Gironde

Le CPEF est un espace de santé ouvert à tous, sans discrimination pour aborder toutes les questions liées à la sexualité. Autres aspects essentiels défendus par les professionnelles du CPEF : assurer la confidentialité et la gratuité de leurs interventions. L'anonymat est garanti aux personnes qui le souhaitent, y compris les mineures, ainsi que l'accès à tous les soins : prévention, dépistage et traitement des IST, soutien à la parentalité, accompagnement des adolescents, conseil conjugal, suivi de la contraception, IVG médicamenteuses, ainsi que des actions collectives en santé sexuelle. Ces missions sont assurées par des équipes pluridisciplinaires de médecins, sages-femmes, infirmières, conseillères conjugales et familiales dans un souci de prise en charge globale. Au CPEF Bordeaux-Bastide, cet accueil a lieu tous les jours et sans conditions.

Depuis la mi-décembre 2016, le Centre de planification et d'éducation familiale de la MDSI Bordeaux-Bastide réalise des interruptions volontaires de grossesse par mode médicamenteux. Chaque demande est reçue sans jugement.

L'IVG médicamenteuse en CPEF comme en ville

La méthode s'applique jusqu'à sept semaines d'aménorrhée, en trois temps :

- **première consultation** : recueil de la demande, évaluation des critères de faisabilité, sécurisation de la démarche (proximité de l'hôpital, non-isolement de la personne), examens de diagnostic et de datation de la grossesse. Délivrance d'un livret sur le déroulé de la méthode, et de conseils, numéros utiles, information sur la contraception.

“ Nous accueillons, nous proposons, ou orientons mais la décision du recours à l'IVG, quelle que soit la méthode, appartient aux patientes, explique Véronique Slitinsky, conseillère conjugale et familiale. L'atout majeur du CPEF est d'offrir un double accueil : Un temps d'entretien au cours duquel les femmes peuvent exprimer leur ressenti, suivi d'une consultation avec un médecin ou une sage-femme. La prise en charge de l'IVG se déroule en trois étapes, au cours desquelles notre équipe suit chaque femme dans le respect de la personne et de sa parole. ” L'IVG médicamenteuse peut être pratiquée en médecine “ de ville ” ou à l'hôpital mais le CPEF a l'avantage de fonctionner en lieu-ressource pour les femmes et les couples.

“ Nous traitons une demande d'IVG médicamenteuse au même titre qu'une autre demande de consultation, souligne Véronique Maugars, sage-femme. Cet événement doit pouvoir s'inscrire dans la vie des patientes comme un choix, et non comme un acte dont elles auraient à se justifier. ” •

- **deuxième consultation** : confirmation du choix de la patiente, prise des premiers comprimés au CPEF. Délivrance des seconds comprimés à prendre 48h après au domicile.

- **troisième consultation** post-IVG 15 jours à trois semaines après la prise des derniers comprimés. Choix contraceptif. •

**MDSI BORDEAUX-
BASTIDE**
**CENTRE DE
PLANIFICATION
ET D'ÉDUCATION
FAMILIALE (CPEF)**

“ Nous avons signé une convention avec le CHU Pellegrin. Au CPEF, les IVG médicamenteuses sont réalisées dans les meilleures conditions médicales et psychologiques. ”

Dr Fabienne Auneau-Brun,
médecin référent des CPEF
du Conseil départemental.



> Retrouvez en vidéo
Véronique Slitinsky,
conseillère conjugale
et familiale,
et Véronique Maugars,
sage-femme du CPEF
de la MDSI Bordeaux-
Bastide.

**Un dispositif
expérimental au
niveau du Conseil
départemental afin
d'offrir aux femmes une
offre de soins élargie.**

**Il existe 20 CPEF
répartis sur le territoire
gironдин dont 10
directement gérés par le
Conseil départemental.**

**Sur ces 10 Centres
de planification et
d'éducation familiale,
celui de la MDSI
Bordeaux-Bastide est
le seul à réaliser des
interruptions volontaires
de grossesse par mode
médicamenteux.**

**Cette offre pourrait
se modéliser pour
s'étendre à l'ensemble
du territoire et
particulièrement en
milieu rural.**

« Les politiques publiques ne peuvent se concevoir sans les citoyens concernés. Ce sont eux qui savent le mieux ce qui leur est nécessaire. Ce dialogue permet la construction d'actions pertinentes et leur évaluation commune, grâce au croisement des expériences et des regards »

Denise Greslard-Nedelec, vice-présidente chargée de l'insertion.



INSERTION

La participation citoyenne, un instrument à l'écoute des usagers

Engagé depuis longtemps dans les démarches participatives, le Département de la Gironde met en œuvre plusieurs projets pour réussir une implication réelle des usagers dans sa politique d'insertion. Et l'améliorer.

« La participation citoyenne est avant tout un outil d'aide à la décision. Le département de la Gironde, garant des solidarités humaines et territoriale poursuit son ambition de permettre à tous les girondins sans distinction de trouver leur place et leur pleine légitimité dans le processus de construction des décisions qui les concernent ».

Délibération
du 18 décembre 2014

Proposer aux allocataires du RSA de participer à la politique d'insertion du Conseil départemental, c'est finalement demander leur avis aux premiers concernés. En tant que destinataires de la politique d'insertion, ils sont les mieux placés pour juger de sa mise en œuvre, et ce processus correspond à une demande de plus en plus forte qui émerge dans la société. Depuis la loi de généralisation du RSA du 1^{er} décembre 2008, l'implication des personnes est d'ailleurs devenue un impératif législatif.

TRANSFORMER LES RAPPORTS

Les associer consiste donc à faire « avec » les personnes plutôt que « pour ». Dans ce changement de positionnement intervient l'idée de travailler ensemble sur un pied d'égalité : la pensée et la parole de chacun ont fondamentalement la même valeur et tous possèdent la même légitimité à émettre un avis. L'objectif affiché est alors d'améliorer le contenu et l'efficacité d'une politique publique.

Les premiers effets de la participation se traduisent par l'usage d'un vocabulaire plus accessible, une meilleure information et une simplification des rouages administratifs. Ce sont des éléments directement perceptibles par les personnes concernées.

Une telle approche transforme les rapports et permet de sortir progressivement d'un positionnement très descendant et directif. Elle implique une nouvelle gouvernance qui inclut la possibilité offerte aux allocataires de faire des choix, fondés sur leur propre analyse. C'est un axe fort dans le renouvellement des politiques d'insertion qui permet naturellement d'intégrer les éléments liés aux contextes locaux. Depuis 2015, la réflexion engagée sur la manière d'approfondir cette démarche participative constitue un moteur pour la collectivité et un nouveau facteur d'innovation. Plusieurs expérimentations sont en cours. Le point sur trois d'entre elles. •



> Retrouvez en vidéo les témoignages sur la participation d'allocataires du RSA à des projets sur l'accès à l'information.

REFONTE DU SITE GIRONDE.FR

Rendre l'information plus accessible

Le Département a choisi d'intégrer les usagers à la réflexion sur son nouveau site internet.

« Nous nous sommes rendu compte que les outils de communication à destination des allocataires n'étaient pas adaptés, pointe Isabelle Blanchemanche, chargée de mission auprès de la direction des politiques d'inclusion et d'insertion. Le vocabulaire est trop jargonneux, trop technique, et du coup les gens ne se saisissent pas de l'information qui pourrait leur être utile ». À l'occasion de la refonte globale du site, la direction de la communication et la direction de l'insertion ont proposé d'associer les principaux concernés : les destinataires, les citoyens.

DES SERVICES ET DE L'INFORMATION UTILE

Le travail a débuté en avril 2016, avec une dizaine d'allocataires du RSA. Quatre ateliers ont été menés pour identifier leur usage d'internet, leurs modes de navigation, les fonctionnalités utilisées. Les participants ont également planché sur le vocabulaire, le visuel et l'ergonomie. À partir de tous ces éléments, ils ont littéralement dessiné la page d'accueil du site gironde.fr. Les pistes et indications

qu'ils ont soumises ont par ailleurs été reprises pour construire les pages insertion du site. Ce nouveau portail est mis en ligne mi-avril. Le résultat leur sera soumis avant l'ouverture au grand public. Leurs attentes portaient sur un portail plutôt orienté vers une plateforme de services, avec de l'information utile, dynamique, actualisée et des contacts concrets. « Nous avons donc organisé le contenu en rubriques pour s'adresser à chaque public spécifiquement, avec des informations très pratiques et très succinctes », explique la chargée de mission. « Le groupe s'est montré très impliqué, enthousiaste et créatif. Il a nourri les échanges et a été force de proposition. Une relation de confiance et de réciprocité a pu se nouer à partir de ce travail ».

« EN TANT QU'USAGERS, NOUS SOMMES AU CŒUR DE LA RÉFLEXION »

« Ça a été une expérience très satisfaisante d'être pris en considération et de pouvoir mener une réflexion en partenariat avec des professionnels », témoigne Emmanuel Lefevre, Bordelais de 41 ans, qui a participé au

processus. Durant les ateliers, la webmestre a également inclus plusieurs temps pédagogiques autour de la fonctionnalité d'un site, du repérage de sa fiabilité, du décryptage de l'information, ainsi qu'une approche de la navigation et des icônes. « C'était intéressant, et la démarche qui nous replace, en tant qu'usagers au cœur de la réflexion m'a paru assez essentielle ».

UN SUPPORT LUDIQUE

Le partenariat a si bien fonctionné, qu'à l'issue, le groupe d'allocataires a souhaité proposer au Département de tester un outil pédagogique qu'il avait créé. Il s'agit d'un jeu de plateau autour des difficultés du parcours d'insertion. Ce projet mené avec *Apprentissa'jeu* est actuellement en cours de finalisation avec l'idée de le mettre à disposition des professionnels et des allocataires. •

PLATEFORMES D'ORIENTATION

Le Libournais mise sur le partenariat

Associer les allocataires au choix de leur référent permet d'enclencher plus rapidement le parcours d'accompagnement.

Dans chacun des neuf territoires, les plateformes d'orientation font partie du dispositif RSA mis en place par le Département afin d'organiser l'orientation des bénéficiaires. Cette plateforme a en particulier pour mission de nommer un référent chargé du suivi de l'allocataire. Sur le Libournais, elles se sont réunies trois fois par mois depuis presque deux ans. Un temps d'une demi-journée qui rassemble les partenaires, les référents, et les allocataires pour une rencontre à bâtons rompus.

LES BÉNÉFICIAIRES CHOISSENT SELON LEURS PROBLÉMATIQUES

Ce rendez-vous se décline autour d'une étape d'information générale sur le dispositif RSA, d'une présentation de l'offre d'insertion du territoire par le Responsable Insertion puis d'une présentation des référents qui co-animent la journée : chacun présente son périmètre d'intervention et détaille le type d'accompagnement proposé. La dernière étape est celle du positionnement, avec rencontre

et entretien qui enclenchera la démarche d'orientation. « On laisse la place à l'expression du choix, chaque bénéficiaire, en fonction de ses problématiques propres est ainsi libre de choisir le référent qu'il estime pouvoir le mieux l'épauler ».

Les représentants de Pôle Emploi, du PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi) et les assistants sociaux du CCAS ou de la MDSI peuvent dialoguer avec les usagers sur leurs besoins d'accompagnement. « On constate qu'en faisant le choix d'inviter les bénéficiaires, ils disposent d'une meilleure information dès leur entrée dans le dispositif. Cela permet d'enclencher rapidement un parcours d'accompagnement », poursuit Céline Brard. L'objectif est ainsi de tendre à une meilleure réactivité. « L'expérience est très concluante pour réduire les délais de rencontre des usagers ». Mises en place fin 2015, les réunions rassemblent chacune 40 bénéficiaires. •

CO-CONSTRUCTION D'UNE ANALYSE AUTOUR DES "FREINS"

Co-financée par le Fonds social européen, une étude auprès des personnes allocataires du RSA de l'ensemble du département est engagée.

Son objectif : croiser les expertises, les perceptions pour construire des réponses plus adaptées aux besoins des personnes.

Se déroulant sur une année, de mars 2017 à février 2018, elle se fonde sur une enquête et sur l'analyse croisée de deux groupes : les instances de suivi, composées du comité technique, des partenaires territoriaux et des élus et un deuxième comité composé d'usagers bénéficiaires du RSA et issus des neuf territoires.

« Notre principale crainte c'est qu'on ne prenne pas collectivement conscience de l'extrême précarité d'un grand nombre de nos concitoyens et de l'augmentation des vulnérabilités. Comme la société est sous pression, il faut garantir à tous les besoins fondamentaux »

Restitution du jury citoyen, le 15 février 2017



REVENU DE BASE

Les citoyens associés à la réflexion

Le débat autour de ce sujet fondamental de société n'est pas réservé aux experts. L'implication collective de près de 120 personnes a permis d'alimenter des scénarios dédiés à l'émergence d'une société plus solidaire et plus humaniste.

La Gironde lance son simulateur

Un simulateur mis en ligne explore les différentes pistes de financement. **En moins de 3 minutes, à travers 4 grandes étapes, l'internaute peut visualiser le coût global du revenu de base.** C'est une modélisation mathématique permettant à chaque citoyen de se mettre dans la peau du ministre de l'économie. Chacun peut ainsi se faire sa propre idée en imaginant le montant attribué, et en testant les enjeux et la faisabilité.

Le bilan au sein des équipes

« Confronter les vécus et les expériences est un enrichissement mutuel. Avec les mêmes moyens, on peut être plus performants ».
Céline Brard, bureau inclusion sociale

« La création d'un Groupe d'Analyse des Pratiques (GAP) insertion dédié, alliée à l'expertise apportée par la mission Agenda 21 est le gage d'une démarche innovante, audacieuse, honnête et sincère avec les personnes ».

Isabelle Blanchemanche, direction des politiques d'insertion et inclusion

« Sortir du cercle des spécialistes et des professionnels permet de donner du sens aux projets et d'en éprouver l'utilité. »
Caroline Vitel, bureau inclusion sociale

Qui mieux qu'un allocataire du RSA sait ce que c'est que de vivre avec moins de 500 euros par mois ? Depuis 40 ans, le chômage de masse et la précarité progressent, la révolution numérique transforme le travail. Face à ces tendances lourdes, le revenu de base est un nouveau modèle de solidarité qui permet de sécuriser les projets de vie, puisqu'il pourrait être versé à chacun, tout au long de l'existence, sans condition. Une telle innovation interroge cependant le rapport au travail et à la société. C'est pourquoi en Gironde, une étude a été diligentée pour en mesurer les effets et les conséquences potentielles. Cette démarche inédite menée en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès pourrait peut-être à terme aboutir à une expérimentation locale.



TROIS MOIS DE DÉBATS CITOYENS

Une participation citoyenne complète l'étude. Elle est basée sur la constitution de groupes tests réunis en ateliers. Bénéficiaires, acteurs de l'économie sociale et solidaire, entrepreneurs, associations, travailleurs sociaux, jeunes en service civique, se sont ainsi réunis entre décembre 2016 et février 2017 pour réfléchir à la mise en œuvre de ce revenu de base et évaluer ses effets. C'est ensuite

à un jury citoyen, alimenté par ces échanges, qu'il est revenu d'établir une synthèse. Au terme de 17 séquences de travail, le collectif a émis un avis sous forme de restitution le 15 février. En croisant les avis des différents groupes, ces rapporteurs, tous allocataires du RSA ont pu s'exprimer sur l'opportunité et les conditions d'instauration d'une telle mesure. Chargés de croiser, de confronter, de mettre en miroir les diverses contributions des 6 groupes, ces habitants ont mis en avant leurs espoirs de voir « éradiquer la pauvreté », et « que chacun puisse être reconnu et autonome dans ses choix de vie ».

1000 EUROS DÈS 18 ANS

Dans sa proposition, le jury opte ainsi pour un revenu de base équivalant au montant du seuil de pauvreté, soit 1000 euros minimum. Il recommande de le verser à chaque personne à partir de 18 ans, tout en maintenant les aides existantes. Ce revenu minimum inclus un montant de 300 euros pour chaque enfant.

Hugo J, 21 ans, coordinateur d'une association de permaculture en témoigne : « Ce projet est arrivé au moment où j'étais en train de prendre conscience de mon rôle de citoyen. J'avais très envie de prouver que les jeunes pouvaient être intégrés aux rouages d'un aussi beau projet, et que le peuple globalement était capable de proposer des choses pour le bien commun. J'ai énormément appris. Il y a eu beaucoup d'échanges et dans cette démarche j'ai eu le sentiment d'apporter ma pierre à l'édifice. Je me suis senti grandi avec ce projet. J'étais très excité et fier de ce que nous avons accompli ».



ACCUEIL DES MIGRANTS MINEURS NON-ACCOMPAGNÉS

Ibrahim, Azmal et tous les autres

Ils ont entre 14 et 18 ans et viennent de Côte d'Ivoire, du Bangladesh, d'Albanie ou d'Afghanistan. 31 mineurs non accompagnés sont mis à l'abri au centre d'accueil d'Hostens. En attendant un avenir meilleur.

Il a à peine 15 ans, mais déjà plusieurs vies derrière lui. Ibrahim vient de Daola en Côte d'Ivoire. Jeté dehors par son beau-père, il part pour Abidjan. Le jeune garçon dort dans les rues. Il est alors « recueilli par un monsieur ». « Un cauchemar », confie Ibrahim d'une voix douce, à peine audible. « Il m'obligeait à voler. Je ne pouvais pas continuer ma vie comme ça. Moi, je veux faire des études. ». Alors Ibrahim s'enfuit à nouveau. Cette fois, direction la Lybie où il travaille dans les champs. Très vite, son patron lui présente un homme qui peut le faire passer en France. Ibrahim s'embarque pour l'Italie et arrive en France en décembre dernier. Reconnu mineur non accompagné, Ibrahim a été orienté, comme 30 autres mineurs étrangers et isolés, au domaine départemental Gérard Lagors d'Hostens.

L'EMPATHIE DES HABITANTS D'HOSTENS

Ces adolescents viennent de Côte d'Ivoire, de Guinée, d'Albanie, d'Afghanistan ou du Bangladesh. Aujourd'hui, ils sont pris en charge par le dispositif d'Aide Sociale à l'Enfance du Département. C'est en novembre dernier, pour faire face à l'accueil en urgence de 36 jeunes venus de la jungle de Calais, que le domaine départemental d'Hostens est réquisitionné en centre d'hébergement. Du jour au lendemain, il a fallu gérer. L'association Rénovation, qui œuvre pour la protection de l'enfance, a signé une convention avec le Département et pris les choses en main. Douze travailleurs

sociaux encadrent les jeunes, s'occupant des soins et des activités. « On improvise des sorties à la plage ». Ils jouent au foot, ont accès à Internet pour communiquer avec leurs familles. Des bénévoles du village leur donnent des cours d'anglais et de français », détaille Caroline Fierobe, directrice générale adjointe de Rénovation.

« Les habitants de la commune, fidèles à la tradition d'accueil de la Gironde, manifestent une grande empathie à leur égard », souligne Emmanuelle Ajon, Vice-présidente du Conseil départemental de la Gironde, en charge de la promotion de la santé et de la protection de l'enfance. Très investie, l'élue poursuit : « Ces jeunes ont des parcours de vie complexes. Ils sont parfois encore liés avec leurs passeurs. On parle ici de traite humaine. Et ils ont besoin de soins médicaux et psychologiques. Le Département de la Gironde s'est structuré dès 2011 pour les accueillir. Avant la loi Taubira, donc. Et il y a parfois de belles histoires de réussite. Aujourd'hui, un de ces jeunes travaille avec nous. »

À Hostens, les adolescents attendent un placement en famille d'accueil ou en maison d'enfants à caractère social. Une attente qui nourrit leurs rêves. Ibrahim, lui, veut aider les autres. Et devenir médecin ou avocat. »

Le Département investit

Aujourd'hui, il existe 40 places de mises à l'abri sur le département, à Talence et Villenave d'Ornon pour les mineurs isolés. En 2017, le centre d'Hostens sera transféré vers Mérignac. 54 nouvelles places seront ainsi créées, engagement fort du Département pour répondre au besoin croissant de mise à l'abri des mineurs non accompagnés.

Les chiffres

11 300 MINEURS sont attendus en France en 2017.

630 devraient passer par la Gironde.

Le parcours des mineurs non accompagnés

Pour être pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, les mineurs qui entrent sur le territoire français, doivent être reconnus mineurs et isolés par la cellule de péréquation nationale. Le juge des enfants établit alors une Ordonnance de Placement Provisoire (OPP). Les moins de 15 ans sont placés en famille d'accueil. Les plus âgés intègrent une maison d'enfant à caractère social.

Le Département vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès des associations pour trouver de nouveaux lieux d'accueil adaptés à leurs besoins.

Le nouveau schéma départemental autonomie prêt à être adopté

Après un an de concertation avec l'ensemble des acteurs et institutions parties prenantes de la prise en charge de la population en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap, le nouveau schéma départemental d'organisation correspondant sera soumis aux élus le 29 juin prochain. Ce document fixe pour 5 ans les orientations politiques en faveur de ces publics en application de la loi d'adaptation de la société au vieillissement.

Décliné sur deux axes principaux, il vise à la fois à encourager l'innovation pour faciliter le parcours de vie, et à permettre le maintien à domicile ainsi que l'évolution des dispositifs d'accueil. Simplification des démarches d'accès aux droits, participation des bénéficiaires, nouveaux modèles en lien avec l'économie sociale et solidaire ou la silver économie, lutte contre l'isolement, ouverture à la culture et au sport sont autant de propositions de ce nouveau projet. Il s'appuie sur le bilan des précédents schémas, pour une intégration sociale, citoyenne et professionnelle des personnes âgées et de celles porteuses de handicap.

LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS - CONFÉRENCE DES FINANCEURS

Vous avez un projet de développement d'actions de prévention collective de la perte d'autonomie dans le département ? La Conférence des financeurs de la Gironde a décidé de lancer un appel à initiatives afin d'élargir l'offre d'actions de préventions innovantes sur le territoire. Après une première vague de candidatures clôturée fin mars, une seconde période de dépôt des dossiers est ouverte du 2 mai au 9 juin. Sont éligibles les aides techniques ainsi que les actions collectives de prévention. •

> Plus d'info sur www.gironde.fr/jcms/cgw_98844/appe-a-projets-conference-des-financeurs



Vous avez mis en place ou développé une initiative, un dispositif de solidarité ou d'action sociale ? Partagez vos bonnes pratiques avec tous les lecteurs d'Axiales et contactez la rédaction : e.duroux@gironde.fr

Votre témoignage pourrait donner matière à un article dans un prochain numéro.

14 JUIN / BORDEAUX, GLOB THEATRE JOURNÉE ANNUELLE DE RESTITUTION DES PROJETS ARTISTIQUES EN MECS

Lors de cette demi-journée, les jeunes investissent les différents espaces du Glob Théâtre. En plus de présenter les projets artistiques menés au sein de leurs Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS), ce rendez-vous leur permet, ainsi qu'aux équipes éducatives, de se rencontrer, de partager leurs expériences et de découvrir d'autres réalisations. Il offre aux équipes, qui n'ont pas encore développé d'intervention artistique dans leurs établissements, une vision des possibles. Depuis 2011, 68 projets de familiarisation avec la culture et la créativité ont été menés en Gironde.

> Nombre de places limité, inscription auprès de Delphine Couraud 05.56.17.36.36 - accueil@iddac.net

> ça s'est passé...

30 MARS / EYSINES, SALLE DU VIGEAN ASSISES DÉPARTEMENTALES DE L'AIDE À DOMICILE

Les premières Assises départementales de l'aide à domicile ont rassemblé l'ensemble des services autorisés à intervenir auprès des personnes âgées ou handicapées, ainsi que les fédérations, les syndicats de structures et l'ensemble des partenaires. Ce temps fort a été un moment charnière pour la collectivité en pleine refonte de son schéma. Organisée en tables rondes, cette journée a été un premier moment de partage et d'échange destiné à alimenter une démarche de co-construction de la politique départementale. Plusieurs thèmes ont été abordés, autour de l'innovation, de la formation et de la coopération, afin de coller aux besoins des usagers et surtout d'accompagner chacun dans l'amélioration de sa vie quotidienne. Ces temps de rencontres sont amenés à se multiplier à l'échelle des territoires, afin d'engager une véritable dynamique partenariale de travail.

18-19 SEPTEMBRE / CENON, ROCHER DE PALMER JOURNÉES INTERDÉPARTEMENTALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Première édition pour ce nouveau rendez-vous programmé à la rentrée, qui doit permettre d'aborder le développement social par le partage d'expériences. Une dizaine de départements seront associés pour venir présenter leurs expériences pilotes au cours de tables rondes. Un exercice de redéfinition qui vise à ébaucher de nouvelles perspectives dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social.

À NOTER : tous les mois, les réunions d'information sur les maisons d'assistant.e.s maternel.l.e.s (Mam).

Depuis janvier 2017, les services du Département organisent des réunions d'information sur les Maisons d'assistant.e.s maternel.l.e.s. Elles s'adressent à tous les candidats en cours d'agrément et à ceux déjà agréés qui veulent créer une Mam ou exercer dans une Mam. Co-animées par les services de la PMI et des professionnels de la CAF et de la MSA, ces réunions balaient un panel de thématiques très larges qui concerne tous les aspects du travail en Mam : le choix du secteur, du local, des collègues, les procédures administratives, la manière de construire un projet d'accueil et de l'évaluer. Chaque rendez-vous accueille une cinquantaine de participants. Les Mam connaissent en effet un fort engouement. Il en existe déjà 177 en Gironde.

> Plus d'info sur www.gironde.fr